



PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de grave et de tourbe
sur le territoire de la commune de **PAREMPUYRE**, lieux-dits « Barrail de Bouna »,
« Cottière » et « château Pichon », par la société **SO.SA**.

**Le Préfet de la Région Aquitaine,
Préfet du Département de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur.**

N° : 16305

VU le Code de l'Environnement et notamment son livre V, titre 1^{er} ;

VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le Code Minier, les décrets n° 80-330 et 80-331 du 7 mai 1980 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 ;

VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour Garonne approuvé le 6 août 1996,

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Nappes profondes » approuvé le 25 novembre 2003,

VU le Schéma Départemental des Carrières de la Gironde approuvé par arrêté préfectoral du 31 mars 2003 ;

VU la demande présentée le 12 décembre 2006 complétée le 22 février 2007 par laquelle la société SO.SA sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de grave et de tourbe sur le territoire de la commune de PAREMPUYRE, lieux-dits « Barrail de Bouna », « Cottière ». et « château Pichon »

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée, et notamment l'étude d'impact;

VU les résultats de l'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007, le mémoire en date du 1^{er} juin 2007 en réponse aux observations émises lors de l'enquête publique, les conclusions motivées et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur ;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU le mémoire en réponse en date du 24 octobre 2007 et l'étude hydraulique réalisée dans le cadre du Plan Particulier Risque Inondation ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 18 janvier 2008;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites lors de sa réunion du 22 février 2008,

CONSIDERANT que la demande permet au pétitionnaire d'assurer la pérennité de son installation de traitement de matériaux implantée à BLANQUEFORT et de répondre aux demandes du marché local ;

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations définies par le Schéma Départemental des Carrières approuvé le 31 mars 2003 ;

CONSIDERANT que les recommandations formulées lors de la consultation administrative et de l'enquête publique ont été prises en compte pour l'élaboration des prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDERANT que l'étude hydraulique, qui a démontré l'absence d'impact de la carrière sur les conséquences d'une crue, a été jugée recevable par les services de la DDE, le 15 janvier 2008 ;

CONSIDERANT les mesures compensatoires établies par l'exploitant notamment la convention de rétrocession tripartite entre la mairie, le propriétaire et l'exploitant, pour la constitution d'une zone humide.

CONSIDERANT que le projet ne nécessite pas de demande de défrichement;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La SARL Société Sablière (SO.SA) est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de grave et de tourbe sur le territoire de la commune de PAREMPUYRE, lieux-dits « Barrail de Bouna », « Cottière ». et « château Pichon ».

Les activités exercées sur le site sont répertoriées dans le tableau suivant :

Les activités exercées sur le site sont répertoriées dans le tableau suivant :

Activités	Rubrique	Régime
Exploitation d'une carrière	2510-1	A

La durée d'exploitation est limitée à 12 ans.

ARTICLE 2 :

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées n°14 à 26 section AN et 15 à 17 section BA.

La surface globale approximative s'élève à 29 ha 83 a .

Le tonnage total à extraire est d'environ 2 252 000 tonnes de grave et 274 400 tonnes de tourbe.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de :

- 300 000 tonnes de grave
- 35 000 tonnes de tourbe

L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 12 ans à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitation s'effectue en 3 phases:

- Phase 1 : durée d'exploitation 5 ans Superficie exploitée: 11,8 ha
(dont 8,7 ha de l'ancien plan d'eau)
- Phase 2 : durée d'exploitation 5 ans Superficie exploitée : 9,9 ha
- Phase 3 : durée d'exploitation 2 ans Superficie exploitée : 3,3 ha

Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état de la carrière doit être achevée trois mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

ARTICLE 3 :

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;

- aux dispositions du Code Minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

AMENAGEMENTS ET DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

ARTICLE 5 :

5.1. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

L'accès au site s'effectue exclusivement par le chemin d'exploitation privé de Cottière qui rejoint la route départementale n°209.

5.2. Les travaux prévus dans le dossier de la demande d'autorisation seront réalisés préalablement au début de l'exploitation du site :

- Aménagement du chemin de Cottière avec la réalisation de 8 dégagements pour permettre le croisement de poids lourds. Ce chemin sera élargi à 8 mètres.
- Élargissement de l'accès à la route départementale n°209 à partir du chemin de Cottière avec mise en place d'un enrobé.
- Mise en place de deux portails condamnant l'accès au chemin de Cottière à partir de la RD n°209 et à partir de l'avenue du château Pichon, en dehors des périodes d'activité.
- Mise en place de panneaux « stop » à la sortie du chemin de Cottière sur la RD n°209.
- Mise en place d'une clôture autour du site interdisant l'accès.
- Aménagement des bassins –tampons dans le cadre du rabattement de nappe pour l'extraction de la tourbe.
- Délimitation de la limite d'exploitation vis à vis de l'oléoduc avec une bande de sécurité de 15 m. L'exploitant finalisera les mesures de protection avec le gestionnaire de cet oléoduc préalablement à toute extraction dans ce secteur.
- Mise en place d'un piquetage délimitant l'espace boisé sur la parcelle n°15 et le long l'allée de Cyprès chauves sur les parcelles n°24 et 25. Ces zones ne seront pas exploitées.
- Mise en place d'un piquetage afin de délimiter une bande de 20 mètres le long de la Jalle de la Violette
- Vérification de l'état des piézomètres existant prévus pour le suivi piézométrique et de la qualité des eaux souterraines. Le site doit disposer d'un piézomètre amont et de 2 piézomètres aval.
- Mise en place d'un merlon d'une hauteur de 2 mètres respectant les préconisations de l'étude hydraulique réalisée pour le risque inondation.

5.3. Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.4. Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

5.4. Pendant la réalisation des aménagements et dispositions préliminaires, si des vestiges sont mis au jour, l'exploitant, conformément à l'article L531-14 du Code du Patrimoine, fait une déclaration de sa découverte au maire de la commune qui doit la transmettre sans délai au préfet.

5.5. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place en périphérie de cette zone.

ARTICLE 6 :

Dès que sont mis en place les aménagements du site visés à l'article 5 permettant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse, en 3 exemplaires, à Monsieur le Préfet, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant joint à la déclaration de début d'exploitation le document attestant la constitution des garanties financières conforme à l'Arrêté Interministériel du 1er février 1996.

En outre, l'exploitant doit indiquer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, conformément aux dispositions du R.G.I.E. le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 7 :

7.1. Les horaires de travail de la carrière sont limités de 7h00 à 17h00, jours ouvrables uniquement.

7.2. L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Les travaux d'abattage des arbres seront réalisés en dehors de la période de nidification des oiseaux s'étendant de mars à septembre.

ARTICLE 8 :

8.1. Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés en partie pour la remise en état des lieux.

8.2. En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant Règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002, avertir Monsieur le Conservateur Régional de l'Archéologie

d'Aquitaine – 54, rue Magendie – 33074 BORDEAUX CEDEX (Tél. 05.57.95.02.33)- afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- Signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc...
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du Service Régional de l'Archéologie,
- Autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

ARTICLE 9 :

9.1. La puissance exploitée ne doit pas dépasser 5 mètres. La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF de - 7 mètres.

9.2. Méthode d'exploitation

L'exploitation se fera à ciel ouvert :

- avec rabattement de la nappe pour l'extraction de la tourbe
- sans rabattement de nappe, sous eau à l'aide d'une drague flottante pour l'extraction de la grave.

Elle s'effectuera en quatre étapes :

- Décapage des découvertes qui seront utilisées en partie pour la réalisation des merlons périphériques.
- Extraction de la tourbe
- Extraction de la grave
- Remise en état au fur et à mesure.

Le pompage pour le rabattement de la nappe est réalisé :

- pendant la période des basses eaux
- le débit maxi de pompage est de 600 m³/h, un compteur sera mis en place pour mesurer le volume d'eau pompé.
- le rejet des eaux pompées s'effectue dans le fossé longeant le site à l'Est du site après passage dans un bassin tampon.

9.3 L'évacuation des matériaux en dehors du site s'effectue par camions qui emprunteront le chemin d'accès défini à l'article 5 du présent arrêté.

SECURITE PUBLIQUE

ARTICLE 10 :

10.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

10.2. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

10.3. Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

10.4 Les entrées au site disposent d'un portail fermé par un système de chaîne et cadenas.

10.5. L'exploitant assure le débroussaillage des abords du site régulièrement.

ARTICLE 11 :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

Cette limite sera aussi respectée le long de part est d'autre de l'avenue du château de Pichon qui sera conservée après l'exploitation.

Cette limite sera portée à 20 mètres en bordure de la Jalle de la Violette.

ARTICLE 12 :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs,
- le relevé bathymétrique du plan d'eau constitué au fur et à mesure de l'extraction,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

PREVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 13 :

13.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

13.2. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

13.3. Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptible de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Le ravitaillement des engins s'effectue à partir d'un camion citerne. Chaque engin est équipé d'un kit d'absorbant. Pour la drague flottante, des réservoirs mobiles sont mis en place dans

l'embarcation assurant la liaison avec celle-ci. Des boudins flottants sont tenus à disposition du personnel en cas de déversement accidentel.

En cas de pollution des sols, l'exploitant intervient immédiatement et évacue les terres polluées vers un centre agréé à les recevoir. Des matériaux absorbants sont tenus à proximité des engins.

En cas de pollution du plan d'eau, les pompages sont immédiatement stoppés. Un barrage de boudin flottant est mis en place afin de récupérer les hydrocarbures qui sont évacués vers une installation agréée. Des mesures de la qualité de l'eau sont effectuées au niveau des bassins tampon, du fossé en liaison avec la Jalle de la Violette.

L'entretien des engins terrestres est réalisé sur le site de BLANQUEFORT.

13.4. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

13.5. L'exploitant réalise une analyse de la qualité des eaux avant le début de l'exploitation à partir des 3 piézomètres implantés sur le périmètre de la carrière.

Les paramètres mesurés sont : pH, MES, DCO et hydrocarbures.

Cette analyse est ensuite effectuée tous les ans. Le plan d'eau d'extraction est intégré à cette campagne de mesure.

Lors des campagnes de pompage, l'exploitant réalise une mesure de la qualité des eaux rejetées dans le fossé et dans la Jalle de la Violette

13.6. Rejet des eaux

13.6.1. L'extraction des matériaux s'effectue sans traitement sur le site.

13.6.2. Les eaux pluviales seront orientées vers le plan d'eau d'extraction. S'il est nécessaire d'évacuer l'eau l'exploitant en informe le service de l'inspection des installations classées avant toute opération afin de définir les modalités de cette évacuation.

13.6.3 Les eaux pompées pendant le rabattement de la nappe sont rejetées, après passage dans un bassin tampon, dans le fossé longeant le site qui se déverse dans la Jalle de la Violette. L'exploitant assure un relevé hebdomadaire volume pompé. Une vanne d'isolement sera mise en place à la sortie de chaque bassin tampon avant rejet dans le fossé périphérique.

13.7. Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits ; les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et des installations...) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) ; les déchets banals (bois, papier, verre, plastique, caoutchouc, etc...) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères ; les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

13.8. L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, un arrosage des pistes est réalisé en période sèche.

13.9. L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

13.9.1. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

13.9.2. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

13.9.3. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant à l'étude d'impact et au plan correspondant qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée:

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieures à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

13.9.4. L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

13.9.5. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite à la demande de l'Inspection des Installations Classées, notamment lorsque l'exploitation se rapproche des zones habitées.

13.10. Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

REMISE EN ETAT

ARTICLE 14 :

14.1. La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

La remise en état de la carrière doit comporter les mesures suivantes :

- Reprofilage des berges avec une pente de 30 degrés.
- Talutage des berges tourbeuses avec une faible pente
- Remblayage partiel des berges Nord et Ouest avec les matériaux de découverte afin de créer une morphologie de berge sinueuse.
- Les terrains hors d'eau seront composés de tourbes talutées en pente douce
- Talutage de berges avec une pente n'excédant pas 30 degrés. Les bandes de sécurité de 10 m et 20 m en bordure de la voie communale n°2 sont conservées
- Création de hauts fonds sur les berges nord-est à sud-est et des risbermes sur les berges nord ouest.
- Création d'un chemin piétons – cyclistes autour du plan d'eau Nord. Une passerelle sera installée sur le tracé du chemin.
- Réalisation d'un chemin d'accès à partir de l'allée des Obiers jusqu'au parking au Nord-Est du plan d'eau Nord.
- Mise en place d'une haie arbustive pour le plan d'eau Sud le long du chemin de Cottière.
- Mise en place d'un poste d'observation des oiseaux pour le plan d'eau Sud.
- Remblayage des bassins tampons et plantations complémentaires d'arbres et arbustes
- Modelage des terrains à l'Est y compris la bande de 10 mètres afin de favoriser la création d'une zone humide.

14.2. La remise en état doit être achevée trois mois au moins avant l'échéance de l'autorisation (ou à la fin des travaux d'exploitation si celle-ci est antérieure).

Six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation) l'exploitant doit notifier au préfet la date d'arrêt de l'exploitation en se conformant aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977, susvisé : le dossier prévu doit comporter le plan de remise en état de l'ensemble du site.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et/ou 34-3 du décret du 21 septembre 1977 modifié

CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 15 :

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.

15.1. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est fixé comme suit, sur la base de l'indice TP01 février 2006 (547,2) :

- **phase 1 (5 ans) : 113 608 euros**
- **phase 2 (5 ans) : 86 608 euros**
- **phase 3 (2 ans) : 71 047 euros**

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer dans son article 2 que le montant maximum du cautionnement pour la phase en cours. Conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

En toute période l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égale à la somme correspondante à la phase en cours d'exploitation fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite

15.2. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières 6 mois au moins avant leur échéance.

15.3. L'actualisation des garanties financières doit être assurée par l'exploitant dans les cas et sous les conditions suivantes :

15.3.1. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

15.3.2. Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la quantité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande accompagnée d'un dossier justificatif doit être présentée au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

15.3.3. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

15.4. L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'exploitation en application de l'article L 514-1.3° du Code de l'Environnement.

15.5. Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et l'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 :

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation dans les formes et sous les conditions prévues par l'article R 516-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 17 :

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 18 :

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 19 :

L'inobservation des dispositions de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du Code Minier (articles 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

ARTICLE 20 délai et voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de BORDEAUX:

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois qui commence à courir du jour de la notification du présent arrêté,
- par les tiers dans le délai de **six mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité et la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

ARTICLE 20 :

Le présent arrêté est notifié à la société SO.SA.

Une copie est déposée à la Mairie PAREMPUYRE et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la Mairie PAREMPUYRE pendant une durée minimum d'un mois.
Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 21 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

Monsieur le Maire de la commune de PAREMPUYRE,

Monsieur le Directeur de la société SO. SA.,

Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Aquitaine,

et tous les agents de contrôles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BORDEAUX, le 5 mars 2008

LE PRÉFET,

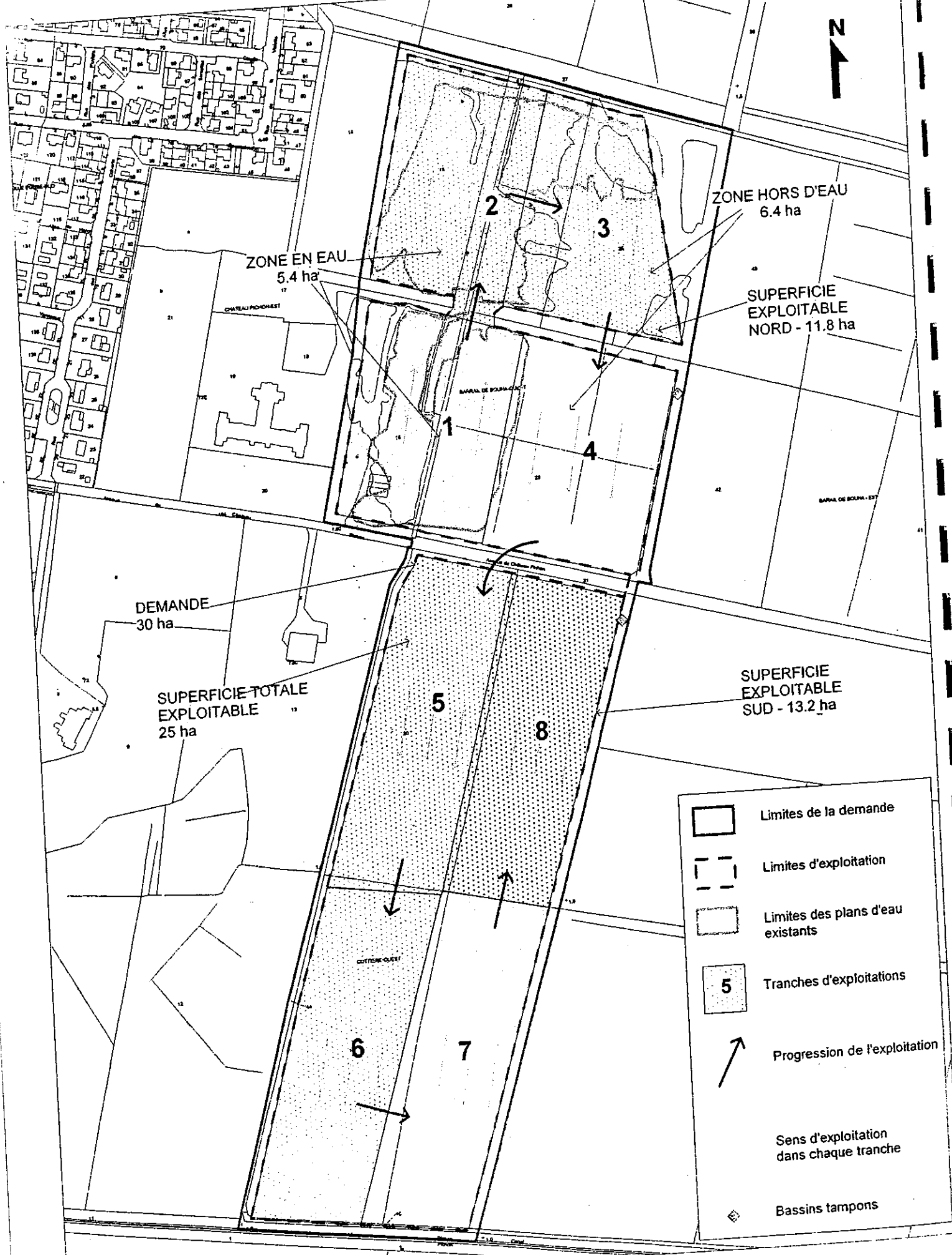
P/le Préfet,

Le Secrétaire Général,



François PENY

PLAN annexé à l'arrêté préfectoral n° 16305 du 5 mars 2008.



ZONE EN EAU
5.4 ha








ZONE HORS D'EAU
6.4 ha

SUPERFICIE
EXPLOITABLE
NORD - 11.8 ha

DEMANDE
30 ha

SUPERFICIE TOTALE
EXPLOITABLE
25 ha

SUPERFICIE
EXPLOITABLE
SUD - 13.2 ha

-  Limites de la demande
-  Limites d'exploitation
-  Limites des plans d'eau existants
-  5 Tranches d'exploitations
-  Progression de l'exploitation
-  Sens d'exploitation dans chaque tranche
-  Bassins tampons